



Etablissements délabrés et surchargés : en Seine-Saint-Denis, l'appel à un plan d'urgence pour l'éducation

Pour que l'école fonctionne correctement dans ce département, le plus pauvre de l'hexagone, une intersyndicale estime qu'il faudrait recruter au plus vite 5 000 enseignants et plafonner les classes à vingt élèves. par Elsa Maudet
Les enseignants de Seine-Saint-Denis ne se satisfont pas des décisions de Gabriel Attal. Alors que le ministre de l'Éducation nationale a annoncé, ce jeudi matin, qu'aucun poste de professeur ne serait finalement supprimé à l'échelle nationale en 2024 – le budget en prévoyait 2 440 de moins –, une intersyndicale (1) s'est réunie à Bobigny en fin d'après-midi, comme prévu avant la prise de parole du ministre, pour sonner l'alerte et appeler à un plan d'urgence pour le 93, le département le plus pauvre de France hexagonale. Ces dernières semaines, tous les personnels éducatifs du territoire étaient invités à faire remonter leurs besoins, dans le but de dresser un état des lieux chiffré des manques ; la moitié des établissements a répondu.

Résultat : l'intersyndicale demande le recrutement, au plus vite, de 5 000 enseignants, 175 conseillers principaux d'éducation (CPE), 650 assistants d'éducation (AED), 320 assistants pédagogiques et 2 200 accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH). Avec un objectif clair : jamais plus de vingt élèves par classe. « Ce n'est pas de groupes de niveaux que nos élèves ont besoin mais d'effectifs réduits », pointe Zoé Butzbach, de la CGT Educ'action 93, en référence à la mesure qui va se déployer l'an prochain en français et en mathématiques au collège. « Un seuil maximal de vingt élèves est optimal pour gérer l'hétérogénéité dans les classes. »

Renforcer les réseaux d'aides spécialisées

Le premier degré aurait besoin de 2 000 postes supplémentaires, disent les syndicats. Pour quoi faire ? Remplumer les brigades de remplacement, d'abord, alors que les élèves de primaire se retrouvent régulièrement dispatchés dans des classes lorsque leur enseignant est absent, faute de bras pour prendre la relève. Ensuite, la priorité serait de renforcer les réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased), composés d'enseignants spécialisés et de psychologues de l'Éducation nationale. Enfin, l'intersyndicale appelle au déploiement dans toutes les écoles de classes de toute petite section, qui accueillent les enfants dès 2 ans. A ce jour, en Seine-Saint-Denis, il n'en existe que 75 pour 449 maternelles. L'intersyndicale appelle également à la création de 1 800 places en établissements spécialisés, type instituts médico-éducatifs (IME), pour accueillir les élèves handicapés que les enseignants ne se sentent pas en mesure d'accompagner – un positionnement qui fait débat

L'intersyndicale appelle par ailleurs à la construction de vingt collèges sur le département, afin de désengorger l'existant. Objectif : des établissements « à taille humaine », n'accueillant pas plus de 500 élèves, avec un CPE minimum pour 250 collégiens et un AED pour 50 à 100 adolescents.

Deux tiers des écoles en mauvais état

Les besoins sont également criants sur les plans sanitaire et médico-social. 40% des écoles, collèges et lycées du département n'ont ainsi pas d'infirmière scolaire, 24% pas d'assistante sociale, selon l'intersyndicale. « Sans ces personnels, on a des élèves qui souffrent et qui ne peuvent pas être soignés, des élèves qui nécessitent une bourse et n'ont pas accès à ce droit », dénonce Emilie Benoît, de SUD Education 93. Une situation d'autant plus « catastrophique » que « le département est un désert médical croissant ».

Reste un problème, de taille : comment attirer des personnels de l'éducation nationale sur ce territoire peu attractif, où les concours de professeurs des écoles ne font pas le plein et où des postes d'infirmière ou d'assistante sociale restent vacants ? En augmentant les salaires en priorité, réclame l'intersyndicale, et en améliorant les conditions de travail, alors que 65% des personnels ayant répondu à l'enquête qualifient les leurs de difficiles voire très difficiles. Pas convaincus par les dédoublements de classes en grande section, CP et CE1, les syndicats appellent, dans le premier degré, au retour du dispositif « Plus de maîtres que de classes », qui permettait à des élèves en difficulté de travailler en petits groupes mais qui est en voie de disparition. Le dédoublement, lui, « est une mesure extrêmement coûteuse pour le ministère. Rien qu'avec les postes déployés, nous aurions pu abaisser tous les effectifs d'écoles maternelles et élémentaires à pas plus de vingt élèves par classe », pointe Marie-Hélène Plard, du SnuiPP-FSU 93.





URL :<http://www.liberation.fr/>

PAYS :France

TYPE :Web Grand Public

JOURNALISTE :Elsa Maudet

► 21 décembre 2023 - 21:11

> [Version en ligne](#)

Outre les besoins humains, l'enquête de l'intersyndicale révèle l'ampleur des problèmes liés au bâti scolaire : deux tiers des écoles sont considérées en mauvais état, 57% font état de volets ou stores manquants, la moitié signalent des fissures et autant évoquent des infestations (de cafards, punaises de lit, frelons, rongeurs). «Nos élèves ne peuvent pas apprendre sereinement dans ces conditions», regrette Emilie Benoît. Face à ces constats, l'intersyndicale «n'écarte pas la perspective d'une grève de rentrée». D'autant, affirme Zoé Butzbach, que l'enjeu dépasse le seul département : «Le 93 est le labo de ce qui se passe ensuite dans le reste de la France.»

(1) Composée des branches départementales de la CGT Educ'action, de la FSU, de la CNT et de SUD Education.

Pour aller plus loin :

Dans la même rubrique

